

Royaume-Uni : le vote écossais au cœur des débats

Le Premier ministre conservateur David Cameron et son rival travailliste Ed Miliband ont sillonné mardi le Royaume-Uni dans une ultime tentative de rallier les électeurs, et de faire mentir les sondages qui les donnent dans un mouchoir de poche. Si tel était le cas, ils se retrouveraient devant l'obligation de nouer alliance avec d'autres formations politiques pour former un gouvernement. Cameron, qui axe sa candidature sur la bonne santé de l'économie britannique, brandit donc l'épouvantail que constitue à ses yeux une éventuelle alliance entre le

Labour et les Ecossais du SNP. Le parti indépendantiste mené par la charismatique Nicola Sturgeon pourrait bien rafler la totalité des 59 sièges attribués en Ecosse, alors qu'il ne dispose actuellement que de six députés à Westminster. Pressé de questions quant à ses intentions, Ed Miliband a dû promettre qu'il ne passerait pas « *de marché* » avec les nationalistes écossais, si bien que Londres bruissait de rumeurs quant à une éventuelle alliance entre le Labour et le parti libéral-démocrate, qui basculerait d'un camp à l'autre après avoir gouverné pendant cinq ans avec les conservateurs. ■

L'Ecosse revient sur la carte du monde

- ▶ Au lendemain du scrutin, le parti nationaliste écossais pourrait jouer le rôle d'arbitre entre les conservateurs et les travaillistes, donnés au coude-à-coude.
- ▶ Pour y arriver, le SNP doit rafler le plus de sièges possible.
- ▶ Les sondages sont à l'avantage des nationalistes écossais.
- ▶ Plongée dans une circonscription où le duel entre le Labour et le SNP est serré...



AUX URNES, CE JEUDI

Les Britanniques se rendent aux urnes ce jeudi pour d'importantes élections législatives. L'avènement du multipartisme a en effet créé une grande incertitude sur l'issue du scrutin. Les sondages, qui donnent les conservateurs de David Cameron et les travaillistes d'Ed Miliband au coude-à-coude, à 33 %, laissent présager un parlement sans majorité. Dans un tel scénario, la contre-performance attendue du parti populiste et europhobe UKIP et le déclin annoncé des libéraux-démocrates, alliés aux Tories au sein de la coalition de centre-droit sortante, font des indépendantistes écossais les arbitres incontournables de ces élections.



Un pays, quatre nations

Le Royaume-Uni – ou Royaume-Uni de Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles, Ecosse) et d'Irlande du Nord pour être plus précis – est un pays d'Europe de l'Ouest ayant une frontière terrestre avec la République d'Irlande, et entouré de la mer d'Irlande à l'ouest, de la Manche au sud et de la mer du Nord à l'est.

Population : 64,1 millions d'habitants (selon une estimation mi-2013 de l'Office national des statistiques).

Religions : 33,2 millions de chrétiens, 2,7 millions de musulmans, 817.000 hindous, 423.000 sikhs,

263.000 juifs et 248.000 bouddhistes. Les chrétiens se partagent entre anglicanisme, presbytérianisme, méthodisme et catholicisme. **Histoire** : Depuis l'accession à l'indépendance de la République d'Irlande, l'Eire, en 1922, le Royaume-Uni a pris le nom de « Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ». La reine Elizabeth II a succédé à son père George VI en 1952.

Institutions politiques : Monarchie parlementaire. Le Parlement de Westminster compte deux chambres : celle des Communes et celle des Lords - laquelle n'est pas élue. Les élections législatives sont organisées tous les cinq ans. (afp)

REPORTAGE

PAISLEY

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Voilà que la ville de Glasgow – 600.000 habitants, première ville d'Écosse et troisième du Royaume-Uni – s'est fait voler la vedette par sa petite voisine, Paisley. Située à 20 kilomètres de Glasgow, Paisley ne compte « que » 77.000 habitants. Mais c'est elle qui attire, à l'approche des élections législatives de ce jeudi, des journalistes du monde entier.

Paisley attire l'attention parce que se joue dans l'une de ses circonscriptions (Paisley sud) l'un des duels les plus attendus de l'élection. D'un côté : Douglas Alexander, 47 ans. Un poids lourd du parti travailliste. Il est député depuis 18 ans, il était secrétaire d'État de 2006 à 2010, et fréquemment cité comme potentiel futur ministre des Affaires étrangères. De l'autre : Mhairi Black, 20 ans. Elle fait partie des jeunes espoirs du SNP, le parti nationaliste écossais. Encore étudiante, Mhairi Black compte bien troquer les bancs de l'université avec ceux de Westminster. Et ainsi, évincer Douglas Alexander...

Les sondages lui donnent raison d'y croire. Mhairi Black devance Douglas Alexander de quelques points. Le SNP totaliserait entre 41 et 52 % des intentions de vote, contre 33 à 44 % pour le Labour. Quant aux autres partis (Conservateurs, Ukip, Verts et Libéraux démocrates), ils sont presque invisibles.

Pour la dernière ligne droite, Mhairi Black et Douglas Alexander sont totalement plongés dans leur campagne, et les rencontres avec la presse étrangère passent à

la trappe. Par contre, à Paisley nord, où le Labour et le SNP se livrent le même combat mais entre deux têtes d'affiche moins connues, les candidats sont plus accessibles.

Jim Sheridan est le candidat du parti travailliste écossais (la branche écossaise du Labour) pour Paisley nord. Petit et légèrement trapu, il a l'air un peu soucieux. La campagne est nettement serrée, reconnaît-il. « Mais je ne regarde pas ce que fait le SNP », qu'il qualifie de « parti de protestation ». « Plutôt que de faire la protestation, nous préférons être le parti que tout le monde souhaite. »

Seulement, depuis le référendum sur l'indépendance de l'Écosse du 18 septembre dernier – remporté par le camp du « non » avec 55,3 % des voix – le parti « que tout le monde souhaite » en Écosse n'est plus tellement le Labour, mais le SNP qui avait pourtant perdu la campagne du « oui » à l'indépendance.

Le parti travailliste avait pourtant l'habitude de rafler presque tous les sièges écossais à Westminster. Mais cette année, le SNP pourrait, selon certains sondages, aller jusqu'à remporter l'ensemble des 59 sièges attribués à la région autonome, sur les 650 sièges du parlement ! Or, il y a cinq ans, le SNP n'en avait décroché que six...

Autant dire que dans le bureau de campagne du candidat SNP Gaven Newlands, les militants ont la pêche. L'enthousiasme qui avait animé les supporters du

« oui » lors du référendum de 2014 n'a pas disparu. Si l'on se fie au nombre de membres qui ont rejoint le parti nationaliste, il aurait même augmenté ! De 25.000 en septembre, il est passé à 107.000 aujourd'hui. « Nous ne sommes plus un parti, nous sommes un mouvement, explique Gaven Newlands. L'indépendance de l'Écosse est dans l'ADN de ce mouvement, on ne peut pas le nier. On ne promet pas aux électeurs qu'il y aura un autre référendum. Ce que l'on veut, c'est veiller à ce que les promesses faites par Cameron, Miliband et Clegg de donner plus de pouvoir à l'Écosse entrent

en vigueur. Voter SNP, c'est rendre l'Écosse plus forte à Westminster. »

Sur le pas de leur porte, deux jeunes habitants de Renfrew (près de Paisley) expliquent qu'ils sont partagés entre le parti nationaliste ou le parti travailliste écossais. Pour l'un, seul le premier représentera dignement l'Écosse à Londres. Les autres partis – bien qu'ils aient tous une section écossaise – sont des partis « anglais ». Pour l'autre, le parti travailliste écossais représente bien l'Écosse, contrairement au parti conservateur écossais... « Ils n'ont pas la même façon de penser que nous. Ils pensent comme à Londres. »

Les électeurs de Paisley sont tiraillés entre le Labour écossais et le SNP. Leur principale crainte étant que le gouvernement conservateur soit reconduit, ils hésitent sur le vote à adopter. « Nous essayons de

faire comprendre que c'est seulement en votant pour le Labour que l'on évitera un gouvernement conservateur, explique Gregor... Scotland, un assistant de Douglas Alexander et Jim Sheridan. Les 59 sièges écossais au parlement restent 59 sièges sur 650. Seul le Labour, présent à l'échelle nationale, permettra de former une majorité. Et question influence, il vaut mieux avoir un ministre des Affaires étrangères travailliste et écossais (Douglas Alexander) que quarante députés SNP sur les bancs de l'opposition. »

Seulement, le programme du SNP attire aussi les électeurs. Plus à gauche que le parti travailliste, et anti-nucléaire (le

A Paisley, les adhérents au SNP sont passés de 25.000 à 107.000 en 9 mois

SNP propose de retirer du budget militaire les quatre sous-marins nucléaires Trident qui se trouvent en eaux écossaises pour investir ce budget, évalué à 1,6 milliard de livres par an, dans l'éducation). Certains Écossais s'appuient sur le travail du SNP au parlement et au gouvernement d'Edimbourg (dont la gratuité de l'enseignement supérieur) pour dire que le SNP est un parti politique de confiance.

A écouter ce dernier argument, les militants travaillistes montent illico dans les tours. « *Le gouvernement SNP n'aide en rien. Il passe son temps à blâmer Westminster. Pourtant, les compétences comme le transport, le logement ou la santé sont des compétences 100 % écossaises.*

Quand il y a eu la taxe sur les chambres à coucher (taxer davantage les ménages qui ont plus de chambres que nécessaire), il aurait pu intervenir. Mais il n'a rien fait, explique Olga, ancienne conseillère communale travailliste. Le SNP veut tout à la fois : l'indépendance d'un côté, Westminster de l'autre ; la fin des missiles nucléaires d'un côté, rester membre de l'Otan de l'autre. C'est quoi ça ? »

A Paisley, la bataille entre les travaillistes et les nationalistes risque d'être sans répit, d'ici jeudi. Chacun espérant remporter le siège de député tant convoité. Et imposer son parti comme l'acteur incontournable de l'élection britannique. ■

CATHERINE JOIE

portrait Nicola Sturgeon, aujourd'hui révélation, demain indispensable alliée

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANT

Le raz de marée annoncé du Scottish National Party (SNP) en Ecosse, au détriment du Labour a précipité son chef, Nicola Sturgeon, sous les feux de la rampe, à la une de tous les médias, britanniques comme étrangers. Ce n'est plus une entrée sur la scène publique, c'est une irruption, pour celle qui a pris les rênes du SNP en 2014 dans la foulée de la défaite du « oui » à l'indépendance de l'Ecosse.

Dans un photomontage impressionnant publié le 30 avril, l'édition écossaise du tabloïd *Sun* montre ainsi Nicola Sturgeon déguisée en princesse Leia de *Star Wars*, sabre laser à la main. Le *Scottish Sun*, dont le propriétaire n'est autre que le très réactionnaire Rupert Murdoch, invite ses lecteurs à voter en faveur de l'intéressée, pourtant très marquée à gauche : « *Elle est un phénomène qui nous inspire, (...) un nouvel espoir pour l'Ecosse* ».

L'hommage du fleuron de l'empire Murdoch n'a guère ému la réci-

piendaire. En effet, depuis le début de la campagne législative, les éloges n'ont cessé de succéder aux éloges à propos de cette quadragénaire élégante, ambitieuse, intelligente et déterminée.

A l'instar de Margaret Thatcher, la native de Glasgow cherche à frapper, à étonner, à décontenancer. Cette séductrice est de la même trempe, mais d'un métal plus chaud. Si la cheffe du SNP compte sur son punch pour l'emporter, elle sait également jouer de son charme.

Mais que cache cette poignée de main décidée ? Et ce sourire, par moments excessif au point de se figer comme s'il était de commande ? Et cette veine qui fait saillie au centre du front quand l'attention se fait plus forte ? Ces traits masquent sans doute une certaine timidité. Imperturbable, le front haut, toujours tirée à quatre épingle dans ses tailleurs aux couleurs chatoyantes, elle dégage un *self-control* empreint de froideur comme il sied aux femmes se voulant « hommes d'Etat ». Dans l'uni-

vers très masculin de la politique écossaise, la dame, qui n'a jamais eu beaucoup d'hésitations, aura été amenée à montrer les dents.

Triomphatrice du débat télévisé

Les heures chaudes du référendum perdu sur l'indépendance de l'Ecosse l'ont aguerrie. Elle a emporté haut la main le débat télévisé du 2 avril entre les sept chefs de parti en lice dans la consultation législative. « *Le SNP a perdu la bataille de l'indépendance, mais a gagné la guerre politique contre son ennemi juré, le Labour* », souligne le politologue Simon Hix.

Comment Nicola Sturgeon en est-elle arrivée là ? « *La campagne a été longue. Au coude-à-coude depuis des lustres dans les sondages, les deux grands partis ont joué la carte de l'extrême prudence au risque d'ennuyer. Dans pareil contexte, Nicola Sturgeon a apporté une note de fraîcheur. C'est une femme et elle sort du moule* », souligne Kate Jenkins, professeur de sciences politiques à la London School of Economics.

C'est bien vu. Les deux candidats au poste de chef du gouvernement, David Cameron et Ed Miliband, sont en effet archiconnus du public. Le premier est au « Number Ten » depuis 2010 ; le second fut ministre de l'Environnement et surtout « tueur » de son frère, David Miliband, le favori à la tête du Labour. Par ailleurs, par peur de la gaffe, le duo évite tout contact avec le public. Nicola Sturgeon, elle, a multiplié les bains de foule, les tweets et les interviews aux médias, même à ceux qui lui sont ouvertement hostiles. A l'exemple du quotidien de droite *Daily Mail* qui l'avait pourtant qualifiée de « femme la plus dangereuse du monde » en comparant la coqueluche de l'opinion à la sinistre Lady Macbeth.

La fonceuse du port de la Clyde part en croisade et parle volontiers de mission. Cette excellente oratrice parle clair, envoie ses flèches préparées, répond du tac-au-tac.

Son parti, le SNP, a six députés sortants et deux eurodéputés

Un tempérament de croisée qui se laisse aussi aller à l'émotion. Directe dans ses contacts, elle ne jargonne pas.

Enfin, Nicola Sturgeon est parvenue à éclipser son mentor en politique, Alex Salmond, totalement absent de la campagne. Pas question pour Sturgeon, fin stratège, de partager le pouvoir avec l'ancien Premier ministre écossais, qui doit devenir le chef de file des députés SNP à Westminster. En politique comme ailleurs, le pouvoir appartient à celui qui l'aime le plus, qui le désire passionnément. Et Nicola Sturgeon est avide de pouvoir, outre qu'elle est un animal politique et une bête médiatique. Avec cette trinité de forces, on va loin. L'entourage de cette dévoreuse de dossiers la crédite plus d'intérêts culturels que de passions. Son mari est le directeur général du parti. Le couple n'a pas d'enfants.

Le 14 novembre 2014, sa désignation à l'unanimité à la direction du SNP et dès lors au poste de Premier ministre régional, est venue consacrer une longue carrière de militante. Cette fille d'un électricien et d'une infirmière a en effet rejoint le SNP dès l'âge de 16 ans. Diplômée en droit de l'université de Glasgow, elle n'a visiblement pas été marquée par la formation très particulière que reçoit le *solicitor* écossais, juriste qui croit plus aux vertus du compromis qu'à celles de la confrontation. Elle ne répugne pas à s'impliquer dans les joutes éprouvantes de la politique locale, loin de là.

Lors des premières élections, en 1999, de la dévolution des pouvoirs, l'avocate spécialisée en droit du travail est élue parlementaire à l'Assemblée régionale d'Holyrood. Le SNP est alors en pleine crise face au rouleau compresseur de la coalition travailliste-libérale-démocrate au pouvoir à Edimbourg. Son assiduité à la tâche, sa connaissance

des dossiers et son entregent lui assurent les portefeuilles clés du cabinet fantôme SNP : l'Éducation, la Santé et la Justice.

Bras droit de Salmond

Quand Alex Salmond reprend les rênes du parti en 2004, après un intermède de quatre ans, cette étoile montante devient tout naturellement son bras droit. En 2007, le Labour écossais vieillissant et corrompu est battu à plates coutures par un SNP rajeuni et féminisé. Sturgeon est propulsée tout naturellement au poste de vice-Premier ministre.

Alex Salmond a rendu son tablier le 19 septembre 2014, au lendemain de la défaite du « oui » au référendum sur l'indépendance écossaise. « *Mes trois objectifs, sont bien de gouverner, de gagner davantage de sièges lors des élections générales britanniques de l'an prochain et de conduire l'Écosse à l'indépendance* », a-t-elle déclaré à l'issue de sa nomination à l'unanimité par le congrès de Perth.

C'était hier. Aujourd'hui, elle préfère mettre en sourdine ses convictions indépendantistes pour ne pas heurter l'opinion anglaise qui constitue 84 % de l'électorat. En cas majorité introuvable à la Chambre des communes, le SNP, présent uniquement en Écosse, envisage de soutenir un gouvernement travailliste dirigé par Ed Miliband, malgré le désaccord sur la modernisation de la force de frappe nucléaire.

Plus à gauche que le Labour mais tout autant pro-européen, le SNP entend construire une coalition progressiste contre l'austérité, alors que les travaillistes promettent seulement des coupes budgétaires plus justes.

Nicola Sturgeon est aujourd'hui la femme la plus puissante du Royaume-Uni. Un petit bond en avant électoral, et elle sera la « faiseuse de roi » de l'après-7 mai. Elle n'aura rien négligé pour cela. ■

MARC ROCHE